

La gauche tétanisée par ses défaites et la montée en puissance du FN

LE MONDE | 25.06.2013 à 11h39 | Par Hélène Bekmezian, Bastien Bonnefous et Thomas Wieder



Pascal

Durand (EELV), Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche), Pierre Laurent (Parti communiste) et Clémentine Autain (FASE) aux assises citoyennes, à Montreuil (Seine-Saint-Denis) le 16 juin. | Meyer/Tendance Floue pour Le Monde

Atomisée. La gauche panse ses blessures après le désastre de la législative partielle du Lot-et-Garonne, où elle a été éliminée dès le premier tour. Au lendemain de la [la victoire du candidat UMP](#), Jean-Louis Costes, dimanche 23 juin, l'heure est au décompte des victimes et au coup de projecteur sur le champ de bataille.

L'EXPLOSION DU "FRONT RÉPUBLICAIN"

L'idée même du "front républicain" a explosé. Le soir du second tour, nombre de socialistes le remettaient en question, à l'instar de [Razzy Hammadi](#) (Seine-Saint-Denis) qui questionnait son "automaticité" et se demandait s'il ne pouvait pas [devenir "contre productif"](#) en nourrissant le discours "UMPS, tous pareils" du [Front national](#). Pour le courant de la Gauche populaire, pas d'hésitation, "le front républicain est mort" et "ne résiste plus à la stratégie de dédramatisation du FN".

C'est une "escroquerie" qui sert "à [obliger](#) les gens à [faire](#) des choses qu'ils n'ont pas envie de faire", renchérit le coprésident du Parti de gauche, [Jean-Luc Mélenchon](#). Sans [aller](#) jusque-là, le député Matthias Fekl (PS, Lot-et-Garonne) reconnaît qu'il "ne doit pas nous [aveugler](#). En cultivant l'ambiguïté face au FN, l'UMP met elle-même en cause la réalité du front républicain. Le PS a toujours été clair sur le choix à [faire](#) en cas de second tour UMP-FN, mais il est de plus en plus dur pour l'électorat de gauche de [voter](#) pour une [UMP](#) "buissonnée".

Lire aussi : [Villeneuve-sur-Lot : Il faut une stratégie collective contre le FN](#)

Pas question pour autant de [changer](#) de ligne officielle. "Nous sommes fiers d'[avoir pris nos responsabilités en appelant au vote de barrage contre le Front national](#)", a redit lundi, le porte-parole du PS, David Assouline. Autant que son maintien, l'abandon du front républicain amènerait selon le sénateur de Paris à [tomber](#) dans le piège de l'UMP en allant vers "la poursuite concrète de l'oeuvre irresponsable de banalisation du FN".

LA MAJORITÉ DÉCOMPOSÉE

Pas étonnant que le front républicain soit en lambeaux quand la gauche est, elle, en morceaux depuis un moment. Du [Front de gauche](#) jusqu'à certains socialistes, il n'est plus question "d'[assumer ensemble](#)" comme le souhaiterait le président du groupe socialiste à l'Assemblée, Bruno Le Roux (Seine-Saint-Denis). [Assumer](#) "la *renégociation* du traité européen ? Le crédit d'impôt ? L'accord [emploi](#) que personne n'a jamais demandé ?", renvoie Jean-Vincent Placé, président du groupe écologiste au Sénat. Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche, estime, lui, que "la politique de gouvernement ne permet pas l'unité de la gauche sur une [politique](#) de droite".

Plus modéré, François de Rugy, coprésident des écologistes à l'Assemblée, juge qu'"il n'y a rien de pire que de s'en [remettre](#) à des Meccanos d'accords de parti" surtout avec les [tendances](#) "hégémoniques" du PS dénoncées par le sénateur radical Jean-Michel Baylet qui soutient qu'"il faut [respecter](#) les alliés et les considérer avec davantage d'égard". Un discours récurrent à gauche depuis un an.

UNE GAUCHE INAUDIBLE

"Il faut que les Français voient que la gauche est au [pouvoir](#)." L'expression, de la porte-parole du PS, Laurence Rossignol, est révélatrice de l'impuissance d'une majorité pourtant aux commandes depuis un an. La sénatrice pour qui "ce qui est le plus grave, c'est de ne pas [voir](#) la différence entre la gauche et la droite" n'est pas la seule à [vouloir](#) "tordre le cou à l'indifférenciation" à l'instar de Christian Paul (PS, Nièvre). Pas besoin pour autant de [changer](#) de ligne à en [croire](#) Jean-Christophe Cambadélis (PS, Paris), selon qui "les électeurs socialistes sont désinvestis ou dans l'expectative, mais pas dans le changement d'offre politique". Encore et toujours, il suffit simplement de mieux [vendre](#), de [faire](#) "des efforts très importants pour que les PME s'emparent enfin des dispositifs mis en place dans le cadre du pacte de compétitivité, à [commencer](#) par le crédit d'impôt", pour M. Fekl.

D'autres plaident pour [passer](#) à la vitesse supérieure comme le président de l'Assemblée, [Claude Bartolone](#) qui, dès le 24 avril, appelait à un "deuxième temps du quinquennat".

Lire aussi : [Bartolone : Nous devons envisager le deuxième temps du quinquennat](#)

"Il faut accélérer le mouvement, [approfondir](#) et hiérarchiser davantage, [faire](#) le tri dans nos priorités", confirme aujourd'hui François de Rugy, "effaré" devant le calendrier parlementaire : "Le [mariage pour tous](#) aurait pu être fait en un mois, la décentralisation est découpée en trois textes, ce qui va [prendre](#) trois fois plus de temps alors qu'il n'y a rien dans ce texte, on nous propose un projet de loi sur

l'audiovisuel, quelle est l'urgence ?". Au sein même du PS, la gauche populaire plaide pour une "inflexion de la politique conduite par la gauche au pouvoir" avec, dès la prochaine loi de [finances](#), "une baisse d'impôt ou de CSG" ou une grande réforme fiscale.

TOUS PERDANTS

En réalité, à part le FN, personne ne bénéficie des difficultés du PS ; les électeurs filent entre les doigts de tout le monde et l'impuissance des politiques prend de plus en plus corps. L'UMP ne capitalise pas grand-chose par rapport au FN et, à gauche, personne n'y arrive seul. Eric Coquerel reconnaît des *"erreurs locales"* dans le Lot-et-Garonne, où son parti n'a gagné que 0,5 point en un an à 5,08 % (contre + 10 % pour le FN à 26,04 %). Pierre Laurent, sénateur et secrétaire nationale du [Parti communiste](#), constate que *"les critiques ne sont pas suffisantes pour [remettre](#) en dynamique des électeurs qui risquent de [perdre](#) espoir"*.

Quant aux écologistes, ils n'ont même pas atteint 3 % des voix avec leur candidat. Jean-Vincent Placé est obligé de reconnaître que *"l'ensemble des forces de gauche sont mises dans le même sac"*. Contagieux, le PS ? *"Si l'on faisait des listes avec le PS, les gens iraient ailleurs"*, assure le sénateur. *"Si on s'unit, on va être évacué avec eux et on va perdre"*, renchérit [Eric Coquerel](#).

Déboussolée, la gauche concentre à nouveau ses critiques sur M. Hollande. Certains évoquent une *"stratégie du déni"*, comme François Kalfon, cofondateur de la Gauche populaire. *"Circulez, il n'y a rien à voir"*, ironise, agacé, le secrétaire national du PS, pour qui *"l'accumulation de cartons jaunes va [finir](#) par [faire](#) carton rouge"*.